

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

Des questions autour du suicide d'un enseignant à Atong-Ville



Photo: PME

La scène du crime à Atong-Ville, non loin d'Oyem.

E. EBANGB MVE
Oyem/Gabon

VISION d'horreur au village Atong-Ville, dans le canton Woleu, à une trentaine de kilomètres d'Oyem, sur la route de Bolossoville. Le directeur de l'école publique de la localité, Guy-Martial Mba-Nneme, la quarantaine révolue, s'est donné la mort à l'aide de son fusil de chasse de type calibre 12, dans la nuit du 28 au 29 janvier dernier, vers 23 heures.

Selon une source autorisée, Guy-Martial Mba-Nneme a passé toute la journée du jeudi 28 janvier à l'école, située juste à côté de son domicile de deux appartements – il en occupe un avec sa concubine (mère de ses quatre enfants). Les beaux-parents occupant l'autre. À la sortie des classes vers 17 heures 30, l'enseignant disparaît curieusement du village. Il serait revenu à son domicile, vers 18 heures 45, pour dîner, avant de ressortir pour une destination inconnue. À son retour, une heure plus tard, le quadragénaire aurait dit à sa petite amie, qu'il allait à une partie de chasse de nuit. Comme il en avait l'habitude. Mais " au lieu que Guy-Martial sorte par la porte arrière de la maison, comme à son habitude, il est sorti par la porte de devant ", a déclaré la compagne du défunt. La maîtresse de la maison,

très curieuse, décide de suivre son ami à distance, pour voir la direction qu'il prend.

Au lieu de se rendre en forêt, son fusil à l'épaule, le directeur d'école serait plutôt allé à l'autre bout du village, au domicile d'une autre fille qu'il courtisait. " Il a cogné à la fenêtre de la maison, et la fille lui a demandé de passer par la porte arrière. C'est en faisant le tour de l'habitation, que lui et moi sommes croisés ", a précisé la compagne du disparu. Les deux tourtereaux entrent dans une vive altercation. Pour ne pas attirer l'attention de toute la bourgade, l'enseignant décide de retourner à son domicile. La dispute avec sa petite amie continue tout le long du trajet. Une fois à la maison, le quadragénaire, contre toute attente, aurait décidé de se donner la mort.

À la suite de cette annonce, la mère des enfants serait sortie précipitamment de son domicile, pour alerter ses parents dans la pièce d'à côté. C'est de là-bas qu'elle aurait entendu la détonation du fusil venant de son appartement. Le coup est fatal pour le directeur d'école, qui décède sur-le-champ.

Ce sont les villageois qui alertent la brigade de gendarmerie de Bolossoville dont les éléments arrivent promptement sur les lieux pour le constat d'usage. Les limiers trouvent le corps sans vie de l'enseignant al-

longé entre la chambre à coucher et le couloir, avec les intestins dehors. " Le directeur aurait appuyé sur la gâchette de son calibre 12, avec l'un de sesorteils, avant d'être atteint mortellement au niveau du

ventre ", indique la source. Une hypothèse réfutée par la famille du défunt, estimant que leur enfant a été assassiné. L'enquête ouverte par le parquet d'Oyem, via la brigade-centre de gendarmerie du chef-lieu du

Septentrion, devrait apporter la lumière sur ce suicide présumé. Les premiers éléments de l'autopsie effectuée dans une structure de santé d'Oyem, auraient confirmé le suicide. La radio aurait même révélé la

présence de plombs dans le thorax du défunt.

Pour des raisons d'enquête, la mère des enfants, ses deux parents et la fille par qui la rixe a commencé, sont en garde à vue à la brigade-centre d'Oyem.




REPUBLICQUE GABONAISE
MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
PROJET RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)

DATE DE PUBLICATION : 05 FEVRIER 2021
 ACTIVITE : RIPOSTE AU COVID-19
 SECTEUR : SOCIAL
 SOURCE DE FINANCEMENT : BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
 PRET N° : 2000200000651
 N° D'IDENTIFICATION DU PROJET : P-GA-IAE-002
 IAS N° : AON-01/RCEJPS-21

1. OBJET

Le Gouvernement Gabonais a reçu de la Banque Africaine de Développement un Prêt en vue du financement du Projet de **RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)**, et se propose d'utiliser une partie des fonds accordés au titre de ce prêt pour financer les acquisitions des équipements de lutte contre la COVID-19 au bénéfice du Ministère de la Santé.

Les équipements à acquérir au titre du présent Appel d'Offres National sont répartis en quatre lots distincts :

- Lot 1 : Acquisition des Équipements de Protection Individuelle (EPI) pour le Personnel de Santé ;
- Lot 2 : Acquisition des kits pour la dialyse des personnes ayant une comorbidité d'insuffisance rénale ;
- Lot 3 : Acquisition de trois (03) incinérateurs pour les formations sanitaires ;
- Lot 4 : Achat des véhicules pour les établissements de santé.

2. ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres est réparti en quatre (04) lots distincts.

3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité conformément à l'article 93 du décret N°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant codes des Marchés publics.

4. CRITÈRES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

5. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante,

contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de **300.000 FCFA** par lot.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements supplémentaires aux heures d'ouverture de bureaux (8h-16h) et à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Direction Générale de la Formation Professionnelle
 Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS
 B.P 39 19 Libreville, Gabon
 Tél : (00 241) 011 72 53 39 - 077 41 58 15
 Courriel : cep.rcejps@gmail.com
 224 Rue Jean Baptiste NDENDE, 3ème étage de l'immeuble La Parisienne à Libreville

6. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions de l'article 31 des Données Particulières du Dossier d'Appel d'Offres.

7. DÉPÔT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **26 février 2021 à 09H00** et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant équivalent à **1% du montant HT de l'offre**. A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours.

Par dérogation aux dispositions de l'article 100 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME et ayant au plus cinq (5) ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie.

8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le **26 février 2021 à 10H00** dans la salle de réunion de la Direction Générale de la Formation Professionnelle, sise au 224 Rue Jean Baptiste NDENDE, 4ème étage de l'immeuble La Parisienne à Libreville, Gabon.

Le Directeur Général des Marchés
Publics



Eugène Pénafof MINTSAOYAMI
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Chef de Projet



François BOUKANGOL
Chef de Projet